



Commissaires aux comptes

France HORIZON

**Siège Social : 5 place du Colonel Fabien
75010 PARIS
Association loi 1901**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS – GROUPE AF

Société de commissariat aux comptes Inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 45, boulevard Georges Clémenceau – 92400 COURBEVOIE
RCS Paris B 422 774 349 - APE 6920 Z - TVA FR 44 422 774 349 -Tél. : 01 83 75 81 81
www.groupeaf.com

A l'Assemblée générale de l'association France HORIZON,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association France HORIZON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 20 juin 2024

Pour la société Auditeurs Associés Franciliens

Philippe RIMMER

Commissaire aux comptes





FRANCE HORIZON

France Horizon

Comptes annuels de l'exercice clos
le 31 décembre 2023

Montants exprimés en EUR

Ce rapport contient 40 pages

Table des matières

1	COMPTES ANNUELS	i
1.1	Bilan Actif	ii
1.2	Bilan Passif	iii
1.3	Compte de résultat (1/2)	iv
1.4	Compte de résultat (2/2)	v
2	Annexe aux comptes annuels	vi
1	Présentation des comptes	1
2	Faits majeurs de l'exercice	2
2.1	Description de l'activité de l'entité	2
2.2	Faits majeurs par secteur d'activité	2
2.2.1	Inclusion sociale, asile et intégration	2
2.2.2	Séniors	3
2.2.3	Petite enfance	4
2.3	Périmètre	1
2.3.1	Gestion non contrôlée par des tiers financeurs appelée «gestion propre associative»	2
2.3.2	Gestion contrôlée par des tiers financeurs	2
2.4	Organisation comptable	3
2.5	Changement de méthode de présentation	3
2.6	Evénements postérieurs à la clôture	3
3	Principes, règles et méthodes comptables	4
3.1	Principes comptables retenus par l'association France Horizon	4
3.1.1	Cadre légal et réglementaire	4
3.1.2	Cadre réglementaire applicable au secteur social et médico-social	4
3.2	Détermination du résultat	5
3.3	Immobilisations et amortissements	5
3.4	Créances usagers et autres créances	6
3.5	Valeurs mobilières de placement et autres titres	6
3.6	Provisions et Réserves réglementées	6
3.7	Subventions d'investissement	7
3.8	Provisions pour risques et charges	7
3.9	Fonds dédiés	7
3.10	Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps	7
4	Informations relatives à la formation du résultat	8
4.1	Résultat comptable	8
4.2	Résultat affectable sous contrôle du tiers financeur	8

4.3	Résultat détaillé par établissement et proposition d'affectation de résultat administratif 2023	9
5	Informations relatives à la formation du bilan	10
5.1	Actifs	10
5.1.1	Tableau des immobilisations	10
5.1.2	Tableau des amortissements	11
5.1.3	État des dépréciations de l'actif circulant	11
5.1.4	État des Stocks	11
5.1.5	État des avances et acomptes versés sur commande	12
5.1.6	État des Créances	12
5.1.7	Les valeurs mobilières de placement cotées ont été évaluées au cours de bourse du 31/12/2023	12
5.1.8	Les disponibilités	13
5.1.9	Charges constatées d'avance	13
5.2	Passif	14
5.2.1	Fonds associatifs	14
5.2.2	État des réserves	14
5.2.3	Report à Nouveau	15
5.2.4	Subventions d'investissements	15
5.2.5	État des provisions réglementées	16
5.2.6	Provisions pour risques et charges	16
5.2.7	Engagements de retraite et avantages assimilés provisionnés	16
5.2.8	Fonds dédiés	18
5.2.9	État des dettes financières	19
5.2.10	Etat des autres dettes	19
5.2.11	Produits constatés d'avance	19
6	Informations relatives au compte de résultat	20
6.1	Résultat d'exploitation	20
6.1.1	Ventilation des Charges exploitation	20
6.1.2	Ventilation des produits d'exploitation	20
6.2	Résultat financier	21
6.3	Résultat exceptionnel	21
7	Autres informations	23
7.1	Ventilation de l'effectif au 31/12/2023	23
7.2	Contributions volontaires en nature	23
7.3	Engagements hors bilan	23
7.3.1	Engagements hors bilan reçus	23
7.3.2	Engagements hors bilan donnés	23
7.3.3	Bail	23
7.4	Situation fiscale	24
7.5	Rémunération des dirigeants salariés	24

7.6	Rémunération du président et des administrateurs	24
7.7	Honoraires du commissaire aux comptes	25

1 COMPTES ANNUELS

1.1 Bilan Actif

BILAN ACTIF Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	31/12/2023 (selon ANC 2019-04)			31/12/2022 (selon ANC 2019-04)	
	Note	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	5.1	547 114	373 280	173 834	187 183
Frais de recherche et de développement	5.1	187 599	139 178	48 421	67 335
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5.1	767 922	614 661	153 261	102 498
Autres immobilisations incorporelles	5.1	180 401	133 496	46 905	50 512
Immobilisations incorporelles en cours	5.1	392 438		392 438	429 533
Immobilisations corporelles					
Terrains	5.1	1 698 075	528 166	1 169 909	1 017 447
Constructions	5.1	70 106 589	37 116 225	32 990 364	34 659 019
Installations techniques, matériels et outillage	5.1	8 271 557	5 816 718	2 454 840	1 843 091
Autres immobilisations corporelles	5.1	21 015 022	13 076 707	7 938 315	7 481 965
Immobilisations corporelles en cours	5.1	331 740	0	331 740	648 088
Avance et acomptes	5.1	0	0	0	37 558
Immobilisations Financières					
Participations et créances rattachées à des participations	5.1	198		198	198
Autres titres immobilisés	5.1	10		10	10
Prêts	5.1	1 193 270		1 193 270	1 057 930
Autres immobilisations financières	5.1	944 111	980	943 131	809 535
TOTAL I		105 636 047	57 799 411	47 836 636	48 391 898
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières et fournitures					
Autres approvisionnements	5.1.4	0		0	40 096
En-cours de production (biens et services)					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		88 301		88 301	86 902
Avances et acomptes versés sur commandes	5.1.5	154 206		154 206	294 481
Créances (2)					
Créances redevables et comptes rattachés (3)	5.1.3	4 946 701	1 095 837	3 850 864	2 499 298
Autres créances (1)		35 125 766	11 837	35 113 929	15 881 248
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement	5.1.7	30 856 781	109 232	30 747 549	21 919 912
Disponibilités	5.1.8	23 639 300		23 639 300	30 050 691
Charges constatées d'avance	5.1.10	575 398		575 398	1 042 989
TOTAL II		95 386 453	1 216 906	94 169 546	71 815 616
Charges à répartir sur plusieurs exercices	IV	170 661		170 661	
Primes de remboursement des obligations	V				
Ecart de conversion (actif)	VI				
TOTAL ACTIF (I+II)		201 193 161	59 016 317	142 176 843	120 207 517
Engagements Reçus					
(2) Dont à moins d'un an :		40 647 865	0	40 647 865	20 565 425
(1) Dont à plus d'un an :		0		0	
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.		0	0	0	



1.2 Bilan Passif

BILAN PASSIF Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF		Exercice N (selon ANC 2019-04)	Exercice N-1 (selon ANC 2019-04)
	Note	Montant 31/12/2023	Montant 31/12/2022
FONDS PROPRES			
<i>Fonds associatifs</i>			
Fonds associatifs sans droit de reprise	5.2.1	25 432 567	25 432 567
Fonds associatifs avec droit de reprise	5.2.1	192 505	192 505
Dons et legs			
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	5.2.1		
<i>Réserves</i>			
Excédents affectés à l'investissement	5.2.2	7 276 455	6 946 173
Réserves de compensation	5.2.2	4 259 036	3 824 788
Réserve de compensation d'amortissements	5.2.2	341 102	323 106
Excédents affectés à la couverture du BFR	5.2.2	534 256	534 256
Autres réserves	5.2.2	3 316 863	3 680 981
<i>Report à nouveau</i>			
Report à nouveau (gestion contrôlée)	5.2.3	304 505	764 195
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	5.2.3	2 620 335	1 459 904
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	5.2.3	-1 096 235	1 143 213
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	5.2.3	-2 317 065	-3 218 512
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	4.1	1 446 375	-218 854
TOTAL I		42 310 699	40 864 324
<i>Fonds propres consommables</i>			
Couverture du besoin en fonds de roulement	5.2.5	372 937	372 937
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations	5.2.5	3 068 406	3 219 290
Réserves des plus-values nettes d'actif	5.2.5	1 861 542	1 837 687
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5.2.4	9 139 903	9 736 711
TOTAL II		14 442 788	15 166 625
<i>Provisions & Fonds dédiés</i>			
Provisions pour risques	5.2.6	452 654	460 319
Provisions pour charges	5.2.6	2 006 908	1 849 048
Fonds dédiés	5.2.8	19 650 335	17 064 345
TOTAL III		22 109 897	19 373 711
DETTES (3)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)	5.2.9	12 048 124	13 059 118
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	5.2.9	1 059 746	976 816
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5.2.10	155 425	81 832
Redevables créditeurs			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (2)	5.2.11	8 006 951	8 795 187
Dettes sociales et fiscales	5.2.11	10 744 015	12 350 581
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5.2.11	240 117	194 053
Autres dettes (2)	5.2.11	8 203 139	8 695 745
Produits constatés d'avance	5.2.12	22 855 944	649 524
TOTAL IV		63 313 461	44 802 856
Ecart de conversion (passif)	TOTAL V		
TOTAL PASSIF (III+IV+V)		142 176 843	120 207 517
<i>Engagements donnés</i>			
(2) Dont à moins d'un an :		17 375 498	18 648 041
(1) Dont à plus d'un an :		11 942 468	12 878 825
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.		0	0



1.3 Compte de résultat (1/2)

COMPTE DE RESULTAT
Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice N (selon ANC 2019-04)	Exercice N-1 (selon ANC 2019-04)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations			
Ventes de marchandise		578	1 889
Ventes de biens et services		5 044 436	3 344 187
Produits de tiers financeurs			
Dotations et produits de tarification		55 716 219	51 859 597
Concours publics et subventions d'exploitation		57 342 583	55 414 745
Ressources liées à la générosité du public			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		2 542 706	3 168 186
Utilisations des fonds dédiés		-224 093	2 484 753
Autres produits		2 800 654	
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat			
Transferts de charges			4 826
Autres produits		7 761 127	7 570 520
Total I		130 984 210	123 848 701
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Autres achats et charges externes		54 415 333	52 960 898
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés		5 167 043	4 868 051
Salaires et traitements		34 531 609	30 913 606
Charges sociales		14 432 010	13 124 100
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		4 708 941	4 596 610
Dotations aux provisions		2 658 309	2 360 398
Reports en fonds dédiés		5 386 644	6 035 365
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges		9 603 181	9 105 981
Total II		130 903 069	123 965 008
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		81 141	-116 307
PRODUITS FINANCIERS			
De participations et des immobilisations financières		0	0
Revenus d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		148 718	43 958
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		920 246	0
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
Total III		1 068 964	43 958
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		109 232	920 246
Intérêts et charges assimilées		228 704	188 762
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV		337 936	1 109 009
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		731 028	-1 065 051
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		812 169	-1 181 357



1.4 Compte de résultat (2/2)

PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	6.3	48 688	23 926
Sur opérations en capital	6.3	2 022 293	784 429
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6.3	295 027	435 235
Total V		2 366 008	1 243 590
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	6.3	145 288	127 209
Sur opérations en capital	6.3	1 277 449	94 775
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6.3	301 864	414 886
Total VI		1 724 600	636 868
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		641 408	606 722

Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		7 202	8 210
Total des produits (I + III + V)		134 419 182	125 136 249
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		132 972 807	125 719 095
SOLDE INTERMEDIAIRE			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
EXCEDENT OU DEFICIT		1 446 375	-582 846

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			
TOTAL		0	0

1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'association France Horizon pour l'exercice ouvert du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2023 :

- **Total des produits :** 134 419 182 €
- **Total des charges :** 132 972 807 €
- **Résultat comptable :** 1 446 375 € (excédent)

Dont :

- Excédent de l'activité en gestion propre 413 657 €
- Excédent de l'activité sous contrôle de tiers financeurs 1 032 718 €

2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Description de l'activité de l'entité

Depuis 80 ans, les 1 000 professionnels de France Horizon s'engagent au nom de la solidarité nationale dans cet unique but : doter les territoires de nouvelles solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement permettant à chacun.e - de la petite enfance au grand âge, né.e en France ou ailleurs - d'avoir une chance véritable de vivre dignement son existence présente et de construire son propre avenir, vers l'autonomie sociale.

Pour y parvenir, France Horizon déploie 4 pôles d'activités - Accueil et insertion, Seniors, Français de l'étranger-rapatriés, Petite enfance -, lesquels sont composés de 150 établissements et dispositifs au sein de 9 régions pour un budget total de 125 Millions d'€.

Ces 4 pôles mettent en œuvre des hébergements et accompagnements adaptés à tous les publics : personnes isolées et familles en difficultés sociales, sans-abri, réfugiés et migrants, mères isolées, petite enfance, personnes âgées, Français de l'étranger de retour en France...

En partenariat avec les acteurs locaux et les pouvoirs publics (Ministères, DDCS, Régions, ARS, Départements, Communes...), l'engagement des 1 000 professionnels de l'association dans 9 régions repose sur des principes essentiels : l'humanité, le professionnalisme et le sens du collectif.

2.2 Faits majeurs par secteur d'activité

2.2.1 Inclusion sociale, asile et intégration

NATIONAL

- Expérimentation de la mesure d'impact social sur 3 dispositifs à Feyzin, Toulouse et Pessac.
- Mobilisation des équipes à l'occasion de 5 opérations de rapatriements (Turquie, Soudan, Niger, Israël, Gaza)
- Déploiement du logiciel Tagalis sur l'ensemble du pôle

ILE-DE-FRANCE :

- Inauguration du CHU « Horizon des Possibles » (70 places) dédiées aux familles avec enfant en situation de handicap
- Ouverture d'un centre d'accueil temporaire (120 places) dans un ancien Lycée à Paris
- Fermeture du CAES de Paris 18^e
- Engagement des travaux de rénovation de l'HUDA de Montmorency
- Fermeture du CHU Dunkerque dédié aux femmes sortants de maternité et ouverture d'un nouveau CHU à Paris 18^e

PAYS-DE-LA-LOIRE :

- De nouveaux dispositifs d'urgence sociale en Loire-Atlantique : ouverture d'une résidence de 32 places à Nantes dédiée aux personnes sans domicile à mobilité réduite (handicap, seniors...) | un nouveau DANH | Déploiement d'un projet expérimental d'équipe mobile sociale intervenant sur

les
hébergements 115 du département

- Ouverture du CHU dédié aux mineurs non-accompagnés (36 places) à Chateaubriand
- Extension des CADA de Saint-Nazaire et de Mayenne pour 45 places supplémentaires
- Ouverture d'un nouveau CAES de 30 places à La Pommeraye
- Renouvellement du dispositif TEMPO en Maine-et-Loire

SAONE-ET-LOIRE

- Elaboration et diffusion du projet d'établissement 2022/2027

NOUVELLE AQUITAINE

- Ouverture du Programme AGIR en Pyrénées-Atlantiques (File active de 200 BPI)
- En Gironde, forte mobilisation des équipes pour l'intégration de personnes déplacées ces 2 dernières années (Afghanistan et Ukraine)

GRAND-EST

- A Strasbourg : augmentation du nombre de mesure d'accompagnement RSA – passant de 75 à 125.

BOUCHES-DU-RHONE

- Montée en charge progressive des 2 CHU « Le Majistère » et « Le Major » ouvert fin 2022 et rentrant dans le cadre du Logement d'abord, en logements autonomes.

AUVERGNE-RHONE-ALPES

- A Grenoble déploiement du dispositif J'accueille permettant l'accompagnement de BPI hébergé chez des citoyens volontaires.
- A Grenoble extension du CPH passant de 71 à 89 places
- A Feyzin, pérennisation par la DIHAL du dispositif expérimental de prévention des expulsions locatives mis en œuvre par l'équipe mobile inclusion logement (EMIL) de France Horizon

HAUTS-DE-FRANCE

- Ouverture du Programme AGIR dans le Nord (et ouverture de 3 antennes dédiées gérées par France Horizon sur le département)

OCCITANIE

- Ouverture du CHU Hiver Le Busca (20 places)
- Ouverture et inauguration du Solidaritruck : un camion aménagé en cuisine et en accueil de jour mobile.
- Ukraine : Déploiement de places d'IML dédiées
- Poursuite de la structuration de la plateforme Emploi/Logement regroupant 8 dispositifs différents et complémentaires.

2.2.2 Séniors

- Ouverture et inauguration en février 2023 de la Résidence autonomie « Le Castellas » (44 places)

dans l'Aude
(première de France Horizon).

- Ouverture du 9^e EHPAD de France Horizon : la « Résidence de la Marne » (100 places) en Seine-et-Marne
- Ouverture de l'Accueil de jour (8 places) de l'EHPAD Le Parc Fleuri à Mormant (Seine-et-Marne)

2.2.3 Petite enfance

- Poursuite du **projet de crèche à vocation sociale en Gironde** : lancement de la conception opérationnelle de la structure.
- Face à la pénurie de personnel touchant l'ensemble du secteur, la crèche Horizon Clichy a dû temporairement fermer certaines sections.

2.3 Périimètre

En 2023, le périmètre de l'association France Horizon a évolué, comme retranscrit dans le tableau ci-dessous :

Ouvertures	Fermetures
<ul style="list-style-type: none"> • A partir du 01/01/2023, la capacité totale du CHRS NANTES (DAS) est de 78pl • Ouverture du dispositif HD2 Nantes 01/01/2023 • Ouverture de dispositif CAE49 Etablissement CHRS CHOLET capacité de 30 places en date du 02/02/2023 • Extension capacité de CADA LAVAL de 50pl à 80pl à partir du 01/04/2023 • Ouverture de la résidence autonomie Montredon rattachée à l'Ehpad La tour le 17/02/2023 • Ouverture de l'Ehpad LAGNY-Marne la Vallée en octobre 2023 d'une capacité de 100pl • Ouverture du CHI 75 (Val d'Oise) le 01/02/2023 , capacité de 45 places • Extension de la capacité du DAMIE MACON de 16pl (passe de 90 à 106) • Extension de la capacité du CPH HDF de 15pl (de 50 à 65 pl) à partir d'Avr-2023 • Extension de la capacité de CADA NANCY de 15pl (passe de 96pl à 111pl) à partir de mai-23 • Réorganisation des dossiers IDF ; Aubervilliers est intégré dans le dossier 017 (dep 93); (le tableau reprendra les données détaillées) • Marseille: modifications des capacités autorisées par la DDETS : 51pl CHU16e ; 26pl CHU 13e ; 25pl CHU14e (Conventions reçues en juil-23) • Extension de la capacité du CADA St Nazaire en 2023 de 120pl à 135 pl • Ouverture de l'HUDA Segré 95pl • Ouverture FHP Les Possibles à 110pl • Ouverture du CHU Horizon Femmes à paris 18e en Novembre 2023 pour 119pl • Extension de 18 places du CPH Grenoble à partir d'août-23 • Extension des effectifs DAMIE CHALON de 7pl à partir du 16 octobre-23 • Accueil des rapatriés du Soudan à partir du 26/04/2023 (73pers dont 60pers toujours accompagnées par FH au 31/12) • Accueil des rapatriés du Niger le 02/08/2023 • Les logements en IML Nantes passent à 16 logements à partir du 01/12/2023 • Projet Agir a démarré en 2023 en HDF et Pyrénées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fermeture du dispositif RF1 31/12/2022 (CHRS NANTES) • Fermeture du CAES Bv Ney à partir du 01/05/2023 (Paris 75) • Fermeture du site Ozeville le 31-07-2023 • Fermeture du site Les minimes sur Paris 25-08-2023 • Fermeture du CHU Dunkerque 31-10-2023



Les comptes annuels de l'association France Horizon comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2022 se présente comme suit :

2.3.1 Gestion non contrôlée par des tiers financeurs appelée «gestion propre associative»

Elle concerne la vie associative qui gère les activités suivantes :

- La vie institutionnelle de l'association et la conduite du projet stratégique ;
- La gestion des immeubles et appartements non affectés aux activités principales ;
- La gestion de la trésorerie relevant de la vie associative (dont les fonds institutionnels placés) ;
- La prise en charge des surcoûts non financés par les projets européens et sanctuarisé dans le centre de coût « Dispositif européen et international ».

Cette entité budgétaire et comptable contribue comme les autres établissements, services et dispositifs en gestion contrôlée par des tiers financeurs aux frais du siège social autorisé. Ce dernier assurant sa gestion comptable et administrative.

2.3.2 Gestion contrôlée par des tiers financeurs

L'association administre des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif contrôlés par des tiers financeurs pour les activités suivantes :

- **Seniors (EHPAD) :**
 - Les Brullys à Vulaines-sur-Seine (92 lits) ;
 - La Maison-Fleurie à Feyzin (87 lits) ;
 - Les Tisserins à Evry (82 lits) ;
 - La Tour à Montredon-des-Corbières (77 lits et 6 places d'accueil de jour) ;
 - Hippolyte Panhard au Coudray-Montceaux (70 lits) ;
 - Les 7 Fontaines à Gaillac (84 lits) ;
 - Les Patios de l'Yerres à Combs-la-Ville (54 lits) ;
 - Le Parc Fleuri à Mormant (54 lits).
- **Accueil et insertion**, activité constituée de centres et dispositifs implantés dans les régions suivantes :
 - Pays-de-la-Loire – 8 centres ;
 - Auvergne-Rhône-Alpes – 3 centres ;
 - Hauts-de-France – 3 centres ;
 - Grand-Est – 3 centres ;
 - Nouvelle-Aquitaine – 2 centre ;
 - Occitanie – 6 centres ;
 - Île-de-France – 5 centres ;
 - Bourgogne-Franche-Comté – 1 centre ;
 - Boucles du Rhône – 1 centre ;
- **Petite enfance** constituée de crèches situées à :
 - Paris 17^{ème} ;
 - Paris 14^{ème} ;
 - Paris 10^{ème}.
- **Siège social** autorisé en application du CASF (article R.314-93) identifiés sous l'appellation « siège social ».

2.4 *Organisation comptable*

Les comptes annuels de l'association France Horizon, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2023.

La tenue de comptabilité dans l'association est décentralisée dans les établissements, qui sont autonomes dans leur gestion.

La comptabilité de France Horizon est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, Crèche, CPH, et centres d'habitat).

Deux situations infra annuelles sont organisées pour l'ensemble du périmètre au 31 mai et au 31 octobre. Elles donnent lieu à des dialogues de gestion entre siège et direction d'établissements et à deux projections au 31/12.

2.5 *Changement de méthode de présentation*

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice 2023.

2.6 *Evénements postérieurs à la clôture*

Aucun changement de méthode d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice 2023.

3 Principes, règles et méthodes comptables

3.1 Principes comptables retenus par l'association France Horizon

Les comptes au 31 décembre 2023 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019, vient s'appuyer sur les dispositions du Plan comptable général et du plan comptable particulier des associations (ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par l'ANC n°2020-08), par ailleurs, l'association France Horizon relève aussi :

3.1.1 Cadre légal et réglementaire

- Article R.314-81 du CASF
- Le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Avis du Conseil National de la Comptabilité n°2008-09 du 7 mai 2008 relatif au projet d'actualisation de l'instruction comptable et budgétaire M22.

3.1.2 Cadre réglementaire applicable au secteur social et médico-social

- Articles R.314-1 à R.314-73 du code de l'action sociale et des familles (CASF) relatifs à la comptabilité et à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS)
- Articles R.314-80 à R.314-100 du CASF relatifs aux règles applicables aux ESSMS gérés par des personnes morales de droit privé à but non-lucratif
- Articles R.314-105 à R.314-117 du CASF relatifs aux modalités de financement des ESSMS
- Articles R.314-150 à R.314-157 du CASF relatifs à la tarification des CHRS et des CADA
- Articles R.314-158 à R.314-189 et l'article R.314-204 du CASF relatifs à la tarification des EHPAD
- Article D.314-205 et R.314-206 relatifs aux équilibres financiers des ESSMS.
- Articles R.314-210 à R.314-244 du CASF relatifs à l'EPRD et l'ERRD
- Article D.342-2 relatif aux tarifs des EHPAD ayant moins de 50% de bénéficiaire relevant de l'aide sociale d'hébergement
- Articles R.345-1 à R.345-3 relatif aux CHRS
- Article R.348-5 à R.348-6-1 relatif aux CADA
- Article R.314-1 à R.314-4 relatif aux CPH
- Décret n°2007-230 du 20 février 2007 - art. 13 JORF 22 février 2007 mentionne à l'article R2324-37-2 n°3 du code de la santé publique la conduite à tenir en matière de gestion comptable pour les établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans.
- Instruction DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et aux mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles et aux organismes gestionnaires relevant de l'article R. 314-81 du même code.
- Arrêté du 15 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 22/10/2003 et fixant le modèle de bilan comptable des établissements ou service social ou médico-social privé à but non lucratif.
- Arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés du I de l'article L. 312-1 du CASF.

3.2 Détermination du résultat

Le résultat comptable de l'association France Horizon est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- Des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les établissements qui n'ont pas conclu de CPOM, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF. En ce sens, trois niveaux de résultat apparaissent :

- Le résultat comptable (Règlement ANC N° 2019-04, voir tableau 4.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.
- Le résultat de gestion contrôlée (cf. 4.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2023, celui de l'année 2021) repris par les tiers financeurs.
- Le résultat affectable ou administratif, (cf. 4.3).

Les établissements qui relèvent d'un CPOM affectent librement leurs résultats en application de l'article R.314-234 du CASF.

Pour les EHPAD de France-Horizon qui ne sont pas sous CPOM, les résultats sont aussi affectés librement puisqu'ils réunissent les conditions de l'article R.314-54 du CASF.

En application de l'article L.313-14-2 du CASF, les résultats des établissements sous CPOM ne peuvent plus être réformés par les autorités de contrôle. Ces dernières peuvent procéder aux versements prévus par cet article.

3.3 Immobilisations et amortissements

- **Les immobilisations incorporelles** regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1^{er} établissement ;
- **Les immobilisations corporelles** regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel. Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...). L'association France Horizon applique les règlements n° 2002-10, n° 2003-07 et n° 2004-06 sur les actifs. Les amortissements sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».
- **Les durées d'amortissement** pratiquées sont les suivantes :

Logiciels	3 à 5 ans
Bâtiments (gros œuvre, aménagement des voiries)	40 ans
Agencements, aménagements extérieurs, travaux de sécurité ...	15 à 35 ans
Étanchéité, menuiserie, aménagements intérieurs et serrurerie...	10 à 25 ans
Installations et travaux (peintures, chauffage ...)	7 à 20 ans
Matériels (animations, atelier, services généraux, infirmerie, cuisine...)	5 à 10 ans

Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Mobilier (hôtelier, services généraux, bureaux accueil, médical, lingerie ...)	3 à 10 ans

En 2023, les travaux, agencements et acquisitions mobilières du LAM/LHSS de Segré ont fait l'objet d'un amortissement dégressif conformément au plan pluriannuel de financement des investissements approuvé par l'ARS.

- **Les immobilisations financières** : une provision pour dépréciation est constatée sur les dépôts accordés lorsque l'irrécouvrabilité de ceux-ci s'avère incertaine à la clôture de l'exercice.

3.4 Créances usagers et autres créances

Les créances ont été évaluées à leur valeur nominale. Elles correspondent principalement aux sommes dues aux établissements par les résidents, les départements et les usagers (participations).

Une provision est constatée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'actif. La provision est réalisée en fonction de l'antériorité de la créance et sur des critères de pertes avérées.

Elle correspond essentiellement aux créances de résidents et usagers identifiées comme douteuses et à la créance des frais de séjour non versés par les DDCS au titre de l'aide sociale de l'Etat et les départements au titre de l'aide sociale départementale.

3.5 Valeurs mobilières de placement et autres titres

Les placements détenus par L'association France Horizon sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

Les titres non cotés ont été estimés à leur valeur de négociation à la date de clôture de l'exercice selon la méthode FIFO. Les moins-values latentes correspondent à la différence entre prix d'acquisition et cours de la bourse au 31/12/2023.

3.6 Provisions et Réserves réglementées

Les provisions réglementées correspondent aux postes suivants :

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (articles R.314-48, R.314-51 et D.314-205 du CASF).
- Renouvellement des immobilisations (avis du CNC N° 2007-05 du 4 mai 2007),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (article R.314-81 et R.314-95 du CASF),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R.314-81 et R.314-95 du CASF).



3.7 Subventions d'investissement

L'association France Horizon enregistre les subventions d'investissement dans les fonds associatifs sur deux lignes distinctes du bilan, selon les modalités de financement à terme :

- « Subventions d'investissement sur biens non renouvelables » (compte 131) : ce compte concerne les biens non renouvelables ou les biens renouvelables dont le financement à l'issue de la durée de vie du bien sera assuré par un tiers. Dans ce cas, le montant de la subvention est à rapporter au compte de résultat en contrepartie des amortissements pratiqués sur l'immobilisation concernée.

Conformément au principe d'engagement, l'association France Horizon comptabilise les subventions acquises dans l'exercice concerné même si elles ne font l'objet que d'un encaissement partiel sur l'exercice.

3.8 Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par l'association France Horizon pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges...

3.9 Fonds dédiés

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par l'association France Horizon et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan après les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à L'association France Horizon qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Engagements à réaliser sur ressources affectées ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

3.10 Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps

Provisions pour congés annuels et RTT : L'association France Horizon enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés et RTT acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.



4 Informations relatives à la formation du résultat

4.1 Résultat comptable

Le résultat comptable de l'association France Horizon se décompose ainsi :

Tableau de détermination du résultat comptable	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat en gestion propre (non contrôlé par des tiers financeurs)	413 657 €	-1 148 329 €
Resultat sous gestion contrôlée (contrôlé par des tiers financeurs)	1 032 718 €	565 482 €
Résultat comptable total	1 446 375 €	-582 847 €
Dont EHPAD	-919 780 €	-104 544 €
Dont établissement en Accueil et insertion	2 070 408 €	626 290 €
Dont établissement en petite enfance	-39 479 €	-73 179 €
Dont siège social et autres	-78 430 €	116 915 €

4.2 Résultat affectable sous contrôle du tiers financeur

La définition de ces trois niveaux de résultat a été rappelée précédemment, ci-dessous le tableau de passage :

Tableau de passage	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat comptable sous contrôle de tiers financeurs	1 446 375 €	-582 847 €
Reprise de résultat antérieur validé par les tiers financeurs	2 249 615 €	500 718 €
Résultat effectif global	3 695 990 €	-82 129 €
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	420 503 €	-882 057 €
Résultat Administratif total	4 116 494 €	-964 186 €
Dont établissement en CPOM/EPRD	1 535 977 €	573 440 €
Dont établissement en procédure budgétaire annuelle	2 580 517 €	390 746 €

4.3 Résultat détaillé par établissement et proposition d'affectation de résultat administratif 2023

				Tableau de passage			Proposition d'affectation de résultat					
N° DOSSIER	Pôle/Région	Nom des Etablissements	Type de Budget	Résultat comptable 2023	Reprise antérieure	Depenses non opposables	Résultat administratif 2022	Réserve d'investissement	Réserve compensation	Réserve pour projet Associatif	BFR	Report à nouveau
Les établissements en gestion propre				413 656,65	0,00	0,00	413 656,65	0,00	0,00	0,00	0,00	413 656,65
016		ASSOCIATION	Budgétaire annuelle	413 656,65	0,00	0,00	413 656,65	0,00	0,00	0,00	0,00	413 656,65
Le siège social et autres				-78 430,42	0,00	0,00	-78 430,42	0,00	0,00	0,00	0,00	-78 430,42
Total 001	DN		Budgétaire annuelle	-67 296,74	0,00	0,00	-67 296,74	0,00	0,00	0,00	0,00	-67 296,74
009		SEGE ESMS	Budgétaire annuelle	-11 133,68	0,00	0,00	-11 133,68	0,00	0,00	0,00	0,00	-11 133,68
Les EHPAD de France Horizon				-919 780,30	-49 842,84	140 841,38	-828 781,76	61 356,35	274 863,81	0,00	0,00	-1 165 001,92
006	FEYZIN	EHPAD LA MAISON FLEURIE	CPOM/EERD	-93 986,66	0,00	-15 964,34	-109 951,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-109 951,00
011	SEINE ET MARNE	EHPAD DES BRULLYS	Budgétaire annuelle	-50 575,15	0,00	-40 633,16	-91 208,31	0,00	0,00	0,00	0,00	-91 208,31
012	ESSONNE	EHPAD HIPPOLYTE PANHARD	CPOM/EERD	-10 850,66	0,00	40 956,09	30 105,43	0,00	0,00	0,00	0,00	30 105,43
013	ESSONNE	EHPAD LES TISSERINS	CPOM/EERD	-104 517,02	0,00	59 982,64	-44 534,38	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 534,38
015	MONTREDON	EHPAD LA TOUR	Budgétaire annuelle	-126 598,92	-4 001,86	39 066,34	-91 534,44	61 356,35	0,00	0,00	0,00	-152 890,79
022	GAILLAC	EHPAD LES 7 FONTAINES	Budgétaire annuelle	-202 405,74	-45 840,98	-11 096,57	-259 343,29	0,00	0,00	0,00	0,00	-259 343,29
023	SEINE ET MARNE	EHPAD LES PATIOS DE L'YERRE	Budgétaire annuelle	-153 575,20	0,00	24 798,00	-128 777,20	0,00	0,00	0,00	0,00	-128 777,20
039	SEINE ET MARNE	EHPAD MORMANT	Budgétaire annuelle	-84 711,18	0,00	10 369,76	-74 341,42	0,00	0,00	0,00	0,00	-74 341,42
041	SEINE ET MARNE	EHPAD LAGNY	Budgétaire annuelle	109 318,37	0,00	33 362,62	142 680,99	0,00	274 863,81	0,00	0,00	-132 182,82
047	MONTREDON	RESIDENCE AUTONOMIE	Budgétaire annuelle	-201 878,14	0,00	0,00	-201 878,14	0,00	0,00	0,00	0,00	-201 878,14
Les établissements d'accueil et insertion				2 070 408,25	2 299 458,04	279 499,13	4 649 365,42	402 932,85	88 269,38	-488 770,45	77 176,84	3 592 215,91
Total 002	PDL	CHRS ANGERS	CPOM/EERD	-262 990,30	0,00	-29 651,64	-292 641,94	0,00	0,00	0,00	0,00	-292 641,94
Total 003	PDL	CHRS NANTES	CPOM/EERD	22 516,92	0,00	17 221,68	39 738,60	0,00	0,00	0,00	0,00	39 738,60
Total 004	STRASBOURG	CHRS STRASBOURG	Budgétaire annuelle	142 871,81	12 663,00	6 637,47	162 172,28	0,00	6 589,24	146 762,61	0,00	8 820,43
Total 005	FEYZIN	CHRS FEYZIN	CPOM/EERD	242 795,13	14 000,00	81 526,27	338 321,40	200 915,74	0,00	0,00	0,00	137 405,66
Total 007	NANCY	CHRS NANCY	Budgétaire annuelle	52 034,60	0,00	8 639,42	60 674,02	57 773,41	0,00	2 900,61	0,00	0,00
Total 008	PDL	CHRS LE MANS	CPOM/EERD	527 219,81	0,00	-19 956,96	507 262,85	0,00	0,00	0,00	0,00	507 262,85
Total 014	GRENOBLE	CHRS GRENOBLE	Budgétaire annuelle	-109 120,42	73 835,20	5 674,09	-29 611,13	0,00	6 993,47	0,00	0,00	-36 604,66
Total 017	IDF	CHRS VAUJOURS	Budgétaire annuelle	602 334,60	508 954,51	24 705,50	1 135 994,61	0,00	0,00	216 887,99	0,00	919 106,63
Total 018	ROUBAIX	CHRS ROUBAIX	Budgétaire annuelle	-82 866,03	0,00	16 429,27	-66 436,76	0,00	0,00	0,00	0,00	-66 436,76
Total 019	PESSAC	CHRS PESSAC	Budgétaire annuelle	75 275,08	76 550,70	44 799,18	196 624,96	0,00	39 042,04	0,00	0,00	157 582,92
Total 020	OCCITANIE	CHRS TOULOUSE	Budgétaire annuelle	-172 397,36	194 991,00	7 318,08	29 911,72	144 243,70	7 318,08	0,00	0,00	-121 650,06
Total 021	IDF	CENTRE DE STABILISATION	Budgétaire annuelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total 024	HDF	CHRS CLIQUENOIS	Budgétaire annuelle	3 998,60	0,00	-9 814,06	-5 815,46	0,00	0,00	0,00	0,00	-5 815,46
Total 025	MACON	UEHD MACON	Budgétaire annuelle	334 578,13	-401 068,55	31 940,83	-34 549,59	0,00	-34 549,59	0,00	0,00	0,00
Total 026	PDL	CADA SAUMUR	Budgétaire annuelle	-83 045,42	0,00	-4 228,57	-87 273,99	0,00	0,00	0,00	0,00	-87 273,99
Total 027	PDL	CADA SAINT NAZAIRE	Budgétaire annuelle	-65,78	0,00	14 209,35	14 143,57	0,00	0,00	0,00	0,00	14 143,57
Total 028	NANCY	CADA LAXOUS NANCY	Budgétaire annuelle	64 864,70	0,00	12 312,14	77 176,84	0,00	0,00	0,00	77 176,84	0,00
Total 029	OCCITANIE	CADA FOIS	Budgétaire annuelle	-8 046,70	0,00	8 688,29	641,59	0,00	4 630,89	0,00	0,00	-3 989,30
Total 031	OCCITANIE	CADA VILLEMUR	Budgétaire annuelle	-17 882,67	0,00	-2 145,89	-20 028,56	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 028,56
Total 032	GRENOBLE	CPH GRENOBLE	Budgétaire annuelle	-43 652,13	12 265,13	6 998,76	-24 388,24	0,00	0,00	0,00	0,00	-24 388,24
Total 033	IDF	CPH VAL D'OISE	Budgétaire annuelle	838 041,84	1 191 121,34	5 273,63	2 034 436,81	0,00	0,00	0,00	0,00	2 034 436,81
Total 035	PDL	CHRS ABRI DES CORDELIERS	CPOM/EERD	-73 739,24	0,00	5 420,77	-68 318,47	0,00	0,00	0,00	0,00	-68 318,47
Total 036	IDF	CHRS VILLIERS LE BEL	Budgétaire annuelle	628 878,72	579 842,69	13 418,70	1 222 140,11	0,00	0,00	0,00	0,00	1 222 140,11
Total 037	HDF	CPH HDF	Budgétaire annuelle	-287 170,00	0,00	4 990,59	-282 179,41	0,00	58 245,25	0,00	0,00	-340 424,66
Total 038	OCCITANIE	CADA TOULOUSE	Budgétaire annuelle	3 972,83	0,00	1 343,16	5 315,99	0,00	0,00	0,00	0,00	5 315,99
Total 040	MARSEILLE	HUDA MARSEILLE	Budgétaire annuelle	261 357,45	36 303,02	0,00	297 660,47	0,00	0,00	98 544,08	0,00	199 116,39
Total 043	OCCITANIE	CHU MAISON DES CIMES	Budgétaire annuelle	24 608,66	0,00	0,00	24 608,66	0,00	0,00	0,00	0,00	24 608,66
Total 044	PDL	LHSS LAM SEGRE	Budgétaire annuelle	-16 883,28	0,00	6 335,90	-10 547,38	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 547,38
Total 045	PESSAC	PYRENES ATLANTIQUES	Budgétaire annuelle	-109 414,27	0,00	0,00	-109 414,27	0,00	0,00	0,00	0,00	-109 414,27
Total 046	OCCITANIE	CPH FOIX	Budgétaire annuelle	0,00	0,00	8 052,49	8 052,49	0,00	0,00	0,00	0,00	8 052,49
Total 049	PDL	CADA LAVAL	Budgétaire annuelle	-487 667,03	0,00	13 360,88	-474 306,15	0,00	0,00	23 675,16	0,00	-497 981,51
Total 051	IDF	HORIZON JEUNE	Budgétaire annuelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Les établissements de petite enfance				-39 479,21	0,00	162,96	-39 316,25	0,00	0,00	0,00	0,00	-39 316,25
30	PARIS	CRECHE PARIS 17	Budgétaire annuelle	-19 758,86	0,00	-5 326,25	-25 085,11	0,00	0,00	0,00	0,00	-25 085,11
34	PARIS	CRECHE PARIS 14	Budgétaire annuelle	-48 873,51	0,00	3 840,70	-45 032,81	0,00	0,00	0,00	0,00	-45 032,81
48	PARIS	CRECHE LES KYKLOS	Budgétaire annuelle	29 153,16	0,00	1 648,51	30 801,67	0,00	0,00	0,00	0,00	30 801,67
Excédent ou déficit effectif global				1 446 375 €	2 249 615 €	420 503 €	4 116 494 €	464 289 €	363 133 €	-458 770 €	77 177 €	2 713 022 €

5 Informations relatives à la formation du bilan

5.1 Actifs

5.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentations	Variation par virements de poste à poste	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Inter dossiers	Acquisitions	Transferts	Soties	31/12/2023
Frais d'établissement	545 386 €		1 728 €			547 114 €
Frais de recherche et de développement	178 891 €		9 540 €		832 €	187 599 €
Concessions, brevets et droits similaires	648 448 €		155 619 €		36 144 €	767 923 €
Autres immobilisations incorporelles	180 401 €					180 401 €
Immobilisations incorporelles en cours	0 €					0 €
Total Immobilisations incorporelles	1 553 126 €	0 €	166 887 €	0 €	36 976 €	1 683 037 €
Terrains	1 518 709 €		179 366 €			1 698 075 €
Agencements et aménagements des terrains	0 €					0 €
Constructions et leurs agencements, aménagements	69 581 870 €		1 800 710 €		1 275 992 €	70 106 589 €
Installations techniques, matériel et outillage	7 297 773 €		1 738 000 €		764 214 €	8 271 559 €
Installations générales, agencements divers	0 €					0 €
Autres immobilisations corporelles	19 219 177 €		1 302 910 €	1 399 647 €	906 712 €	21 015 022 €
Immobilisations corporelles en cours	1 077 620 €		1 290 904 €	-1 345 050 €	299 296 €	724 178 €
Avances et acomptes	37 558 €		66 884 €	-54 597 €	49 846 €	0 €
Total Immobilisations corporelles	98 732 707 €	0 €	6 378 774 €	0 €	3 296 060 €	101 815 421 €
Participations	198 €					198 €
Autres titres immobilisés	10 €					10 €
Prêts	1 057 930 €		135 340 €			1 193 270 €
Autres immobilisations financières	810 453 €		346 166 €		212 569 €	944 050 €
Total Immobilisations Financières	1 868 591 €	0 €	481 506 €	0 €	212 569 €	2 137 528 €
Total actif immobilisé	102 154 423 €	0 €	7 027 167 €	0 €	3 545 604 €	105 635 986 €

— Les acquisitions d'immobilisations incorporelles de l'exercice s'élèvent à 167 K€.

— Les acquisitions d'immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à 6 379 K€.



5.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentations	Variation par virements de poste à poste	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Transferts	Dotation	Reprises	Soties	31/12/2023
Frais d'établissement	358 205 €		15 076 €			373 281 €
Frais de recherche et de développement	111 556 €		27 946 €		324 €	139 178 €
Concessions, brevets et droits similaires	545 950 €		69 492 €		782 €	614 660 €
Autres immobilisations incorporelles	129 888 €		3 608 €			133 496 €
Total Immobilisations incorporelles	1 145 599 €	0 €	116 122 €	0 €	1 106 €	1 260 615 €
Terrains	501 262 €		26 904 €			528 166 €
Agencements et aménagements des terrains	0 €					0 €
Constructions et leurs agencements, aménagements	34 922 852 €		2 377 049 €		183 676 €	37 116 225 €
Installations techniques, matériel et outillage	5 454 681 €		1 001 497 €		639 461 €	5 816 717 €
Installations générales, agencements divers	0 €					0 €
Autres immobilisations corporelles	11 737 212 €		2 046 956 €		707 461 €	13 076 707 €
Total Immobilisations corporelles	52 616 007 €	0 €	5 452 407 €	0 €	1 530 598 €	56 537 815 €
Autres immobilisations financières	980 €					980 €
Total Immobilisations Financières	980 €	0 €	0 €		0 €	980 €
Total actif Immobilisé	53 762 586 €	0 €	5 568 528 €	0 €	1 531 704 €	57 799 410 €

5.1.3 État des dépréciations de l'actif circulant

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2023
Dépréciations des créances des comptes clients	1 130 427 €		452 761 €	487 351 €	1 095 837 €
Dépréciations des Comptes courants	11 837 €				11 837 €
Total actif circulant	1 142 264 €	0 €	452 761 €	487 351 €	1 107 674 €

5.1.4 État des Stocks

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2023
Stocks de marchandises	86 902 €		1 399 €		88 301 €
Stocks de matières premières, approvisionnements	40 096 €			40 096 €	0 €
Total actif circulant	126 998 €	0 €	1 399 €	40 096 €	88 301 €

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « premier entré premier sorti ». Ils sont valorisés à hauteur de 88 K€ au 31 décembre 2023.



5.1.5 État des avances et acomptes versés sur commande

Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 154 K€ et n'appellent pas de commentaire particulier.

5.1.6 État des Créances

Situations et mouvements	Valeur fin d'exercice	Liquidité de l'actif	
Rubriques	31/12/2023	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	198 €		198 €
Autres titres immobilisés	10 €		10 €
Prêts (1)	1 193 270 €		1 193 270 €
Autres immobilisations financières	944 111 €	94 411 €	849 700 €
Total Actif immobilisé	2 137 589 €	94 411 €	2 043 178 €
Redevables, usagers & comptes rattachés	4 946 701 €	4 946 701 €	
Autres créances	35 125 766 €	35 125 766 €	
Charges constatées d'avance	575 398 €	575 398 €	
Total Actif circulant et comptes de régularisation	40 647 865 €	40 647 865 €	0 €
Total des créances	42 785 454 €	40 742 276 €	2 043 178 €

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.1.7 Les valeurs mobilières de placement cotées ont été évaluées au cours de bourse du 31/12/2023

Valeurs Mobilières de placements	Valeur comptable	Valeur boursière	Coupon courus au	Valeur boursière Nette	Moins value latente	Plus value latente
Valeurs en K€	2023	2023	2023	2023	2023	2023
Comptes sur livret						
Comptes à terme						
Contrats de capitalisation						
Obligations structurées						
Parts sociales CE	10 055 214 €					
AMPLEGEST (UBS)/Banque privée 1818	20 801 567 €	20 731 589 €		20 731 589 €	109 232 €	38 885 €
BFCC BMTN, SICAV Monétaire & Méderique						
OPCVM Obligataires						
Total des VMP	30 856 781 €	20 731 589 €	0 €	20 731 589 €	109 232 €	38 885 €

Les titres non cotés ont été estimés à leur valeur de négociation à la date de clôture de l'exercice selon la méthode FIFO. Les moins-values latentes correspondent à la différence entre prix d'acquisition et cours de la bourse au 31/12/2023.

Nota : Les plus-values latentes quant à elles ne sont pas comptabilisées, en vertu du principe de prudence.



5.1.8 Les disponibilités

Les comptes bancaires des établissements et du siège, ouverts à la Caisse d'Epargne Ile-de-France, bénéficient d'une convention de fusion de comptes. Dans le mandat de gestion est prévu un système de rémunération du pied de compte à partir d'un seuil défini.

L'association possédait des comptes à terme au Crédit Coopératif – ancien établissement bancaire dédié à la trésorerie des activités arrivés à échéance. Elle possède également un compte courant à la Société Générale pour les avoirs relatifs à la « vie associative ».

Dans la comptabilité de l'association apparaît le solde théorique global disponible auprès de ces organismes financiers

5.1.9 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 575 398 € au 31 décembre 2023 et concernent des charges d'exploitation.



5.2 Passif

5.2.1 Fonds associatifs

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2022	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	25 432 567 €					25 432 567 €
Fonds propres avec droit de reprise	192 505 €					192 505 €
Ecart de réévaluation						0 €
Legs et donations	0 €					0 €
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	0 €					0 €
Total des Fonds associatifs	25 625 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 625 072 €

5.2.2 État des réserves

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2022	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2023
Réserves d'investissement	6 946 173 €	330 282 €				7 276 455 €
Autres réserves	3 680 981 €		364 118 €			3 316 863 €
Total réserves	10 627 154 €	330 282 €	364 118 €	0 €	0 €	10 593 318 €
Réserve de compensation des déficits	3 824 788 €	434 248 €				4 259 036 €
Réserve de compensation d'amortissements	323 106 €	17 996 €				341 102 €
Réserve d'excédents affectés à la couverture du BFR	534 256 €					534 256 €
Total des réserves réglementées sous contrôle de tiers financeur	4 682 150 €	452 244 €	0 €	0 €	0 €	5 134 394 €
Total des réserves	15 309 304 €	782 526 €	364 118 €	0 €	0 €	15 727 712 €

- Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 330 K€ par rapport à 2022.
- Le poste « autres réserves » est alimenté par les réserves pour projet associatif. Ce dernier diminue de 364 k€ au 31/12/2023.
- La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés



exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements. Elle s'élève à 4 259 K€ au 31/12/2023.

- Au 31/12/2023, les réserves destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements s'élèvent à 341 K€.
- La rubrique « réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR » s'élève à 534 K€ au 31/12/2023.

5.2.3 Report à Nouveau

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Affectation du résultat		Variation par virements		A la clôture de l'exercice
Rubrique	31/12/2022	Augmentation	Diminution ou Consommation	Mouvement de périmètre	Poste à Poste	31/12/2023
Report à nouveau non contrôlé par les tiers financeurs	-764 195 €		-459 690 €			-304 505 €
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-1 459 904 €	-1 160 431 €				-2 620 335 €
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-1 143 214 €		-2 239 449 €			1 096 235 €
Charges non opposables aux financeurs	0 €					0 €
Dette de congés à payer et autres droits acquis	2 756 156 €		-899 447 €			1 856 709 €
Amortissements comptables excédentaires différés	462 357 €		-2 001 €			460 356 €
Total du Report à nouveau	-148 800 €	-1 160 431 €	-3 600 587 €	0 €	0 €	488 460 €

5.2.4 Subventions d'investissements

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste		Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubrique	31/12/2022	Correction d'erreur	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2023
Subventions d'investissement	15 613 095 €				-277 288 €	15 335 807 €
Amortissements des Subventions d'investissement	-5 876 385 €			-597 271 €	277 752 €	-6 195 904 €
Total des Subventions d'investissement	9 736 710 €	0 €		-597 271 €	464 €	9 139 903 €

Les subventions d'investissements s'élèvent à 15 336 K€ à fin 2023, soit une augmentation nette de 277 K€ sur l'exercice :

- Les subventions totalement amorties s'élèvent à 278 k€ ;
- Le montant de la cote part virée au résultat est à hauteur de 597 k€.



5.2.5 État des provisions réglementées

Variation des fonds propres	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste		Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubrique	31/12/2022	Correction d'erreur	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2023
Provisions pour renouvellement des immobilisations	2 678 660 €				-50 183 €	2 628 477 €
Provisions destinées à renforcer le BFR	372 937 €					372 937 €
Provision pour amortissement dérogatoire	540 630 €			176 311 €	-277 012 €	439 929 €
Reserve des plus values nettes d'actif immobilisé	186 208 €			23 856 €		210 064 €
Reserve des plus values nettes d'actif circulant	1 651 478 €					1 651 478 €
Autres provisions réglementées						0 €
Total des Provisions réglementées	5 429 913 €	0 €		200 167 €	-327 195 €	5 302 886 €

Les provisions réglementées constituées, hors réserve de trésorerie, visent à autofinancer partiellement ou intégralement des investissements, notamment dans le cadre des plans de financement prévus aux plans pluriannuels d'investissements.

5.2.6 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Transferts	Dotation	Reprises	31/12/2023
Provisions pour litiges.	460 319		235 198	- 242 863	452 654
Provision d'indemnités de départ à la retraite	1 812 492		1 970 353	- 1 812 492	1 970 353
Autres provisions pour risques	36 556				36 556
Provisions pour risques	2 309 367	-	2 205 550	- 2 055 355	2 459 562
Provisions pour pensions et obligations similaires	-				-
Provisions pour grosses réparations.	-				-
Autres provisions pour charges.	-				-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	2 309 367	-	2 205 550	- 2 055 355	2 459 562

5.2.7 Engagements de retraite et avantages assimilés provisionnés

L'entité provisionne ses engagements retraite selon la méthode des unités de crédit projeté. La dette actuarielle probable des indemnités de fin de carrière calculée pour la totalité du personnel se monte à 1 970 K€ en 2023. Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes, à la date de clôture :

- Age théorique de départ en retraite : 65 ans
- Taux d'actualisation : 2.80 % ;
- Inflation : 0,5 % ;



- Taux d'augmentation annuel des salaires : +0,5 % ;
- Taux de turnover à hauteur de 8,0 % ;
- Le pourcentage de survie est calculé selon la table de mortalité officiel (INSEE TF 00 02) distinctes pour les hommes et les femmes ;
- Le pourcentage de cotisations de charges sociale et fiscale retenue est de 56,31%.



5.2.8 Fonds dédiés

Analytique	Projets	Solde 31/12/2022	Transfert	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2023
AAS	ACCUEIL ACCOMPAGNE SOCIAL	-44 735 €	30 323 €		14 411 €	0 €
ACS	ACCOMP PSYCHOLOGIQUE	-1 564 €			1 564 €	0 €
ADJ	ACCUEIL DE JOUR	-31 704 €				-31 704 €
ADL	AGENT S DE DROIT LOCAL	-55 461 €				-55 461 €
ADN	ACCUEIL DE NUIT	0 €		-218 409 €		-218 409 €
ADU	ACCUEIL/ACCOMPAGNE HEB URGENCE	-1 172 092 €			34 567 €	-1 137 525 €
AF1	PCRL2	-5 €				-5 €
AFG	FE AFGHAN	-30 510 €			30 510 €	0 €
AIS	ACCOMPAGNEMENT INSERT ION SOC	-255 402 €	7 762 €			-247 640 €
AJM	ACCUEIL DE JOUR MOBILE	-56 846 €		-38 536 €	56 846 €	-38 536 €
AMS	ACCUEIL MEDIAT ION SOCIAL	-44 262 €		-21 395 €	23 199 €	-42 458 €
ARM	ACC RELOGEMENT MENAGE	-24 738 €	24 738 €			0 €
ASI	DEMANDEUR D'ASILE	-113 271 €		-54 026 €		-167 297 €
ASS	ASSOCIATION	-221 626 €		-20 000 €	4 500 €	-237 126 €
AVA	AT ELIER ADAPT AT ION VIE ACT IVE	-13 400 €		-7 000 €		-20 400 €
CA1	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-310 406 €			14 377 €	-296 029 €
CA2	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-197 828 €			197 828 €	0 €
CA4	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-23 675 €			23 675 €	0 €
CAE	CENT RE ACC EXAMEN SIT UAT ION	-347 420 €		-238 779 €	58 104 €	-528 095 €
CAO	CENT RE ACCUEIL & ORIENT AT ION	-91 258 €				-91 258 €
CH1	CAMPAGNE HIVERNALE 1	-54 308 €				-54 308 €
CH2	CAMPAGNE HIVERNALE 2	-9 081 €				-9 081 €
CH3	CAMPAGNE HIVERNALE 3	-53 129 €		-65 335 €		-118 464 €
CH4	CAMPAGNE HIVERNALE 4	-69 238 €				-69 238 €
CH5	CAMPAGNE HIVERNALE	-26 568 €				-26 568 €
CHI	CAMPAGNE HIVERNALE	-725 305 €	205 762 €		7 644 €	-511 899 €
CHU	CENT RE HEBERG URGENCE	-1 814 002 €	-201 911 €	-63 571 €	17 915 €	-2 061 570 €
CO1	COVID 19	-8 405 €				-8 405 €
CO2	COVID 19	-24 637 €				-24 637 €
COV	COVID 19	-295 858 €			75 312 €	-220 546 €
CPH	CENT RE PROVISIOIRE HEBERG	-641 172 €		-37 000 €	39 726 €	-638 446 €
CRECHE	CRECHE	-187 594 €		-14 860 €	28 151 €	-174 303 €
DAS	DDCS	-1 511 676 €	-3 006 €	-122 443 €	88 797 €	-1 548 328 €
DDA	DEMANDEUR D'ASILE	-45 768 €		-7 538 €	23 000 €	-30 306 €
DIV	AUT RES DISPOSIT IFS	-766 308 €		-71 502 €	278 668 €	-559 143 €
DOM	DOMICILIATION	0 €	-11 369 €		11 369 €	0 €
EEM	EXPERIMENTATION EQUIPE MOBILE	-50 000 €			50 000 €	0 €
ERA	ERASMUS	-56 914 €			56 914 €	0 €
FHP	FAMILLE HORIZON POSSIBLE	0 €		-70 000 €		-70 000 €
FLE	ECOLE INSERFLE	-74 688 €		-105 892 €	74 688 €	-105 892 €
GY1	MISE A L'ABRI	-5 253 €			5 253 €	0 €
GYM	MISE A L'ABRI	-13 533 €				-13 533 €
HD1	HEBERGEMENT D'URGENCE 2	-336 611 €		-185 299 €	56 373 €	-465 538 €
HD2	HEBERGEMENT FEMMES ENFANT S	313 €		-29 782 €		-29 469 €
HD3	HEBERGEMENT FEMMES ENF 2	-26 129 €				-26 129 €
H DU	HEBERGEMENT D'URGENCE	-441 997 €	10 525 €	-82 717 €	12 258 €	-501 930 €
HPD	HEBERG PERSON DEBOUT EES	-150 549 €		-118 424 €		-268 973 €
HUD	HEBERGEMENT URGENCE ASILE	-17 500 €		-1 850 000 €		-1 867 500 €
IML	INT ERMEDIAIRE MESURE LOGEMENT	-28 775 €		-51 430 €		-80 205 €
MAL	MESURE ACC LOGEMENTENT	-696 723 €	5 213 €	-6 000 €		-697 510 €
MAR	MAISON RELAIS	-92 469 €			44 399 €	-48 070 €
MO1	MILIEU OUVERT	-20 640 €				-20 640 €
ORE	DON OREAL	-4 062 €				-4 062 €
POL	POLITIQUE EXPERIMENT ACCES TR	0 €		-13 143 €		-13 143 €
RAP	RAPAT RIES	-120 364 €			49 €	-120 315 €
REI	REINST ALLES	-234 567 €		-71 122 €	42 345 €	-263 345 €
RF1	REFUGIES/MIGRANTS 1	-5 610 €			5 610 €	0 €
RFG	REFUGIES/MIGRANTS	-930 081 €	91 185 €	-147 212 €	166 237 €	-819 871 €
RMI	RSA	-108 782 €			108 782 €	0 €
RSC	RSA CLASSIQUE	-113 858 €				-113 858 €
RSM	RSA MIGRANT	-101 292 €				-101 292 €
SDS	SERVICES DE SUIT E	-54 098 €				-54 098 €
SIL	SERVICE INSER LOGEMT & EMPLOI	0 €	-159 222 €		101 013 €	-58 208 €
UK1	UKRAINE ACCOMPAGNEMENT 1	-196 396 €		-180 321 €		-376 717 €
UKR	ACCUEIL REFUGIES UKRAINIENS	-881 588 €		-96 676 €	392 091 €	-586 174 €
UK2	UKRAINE ACCOMPAGNEMENT 2	-82 605 €		-45 069 €		-127 674 €
EHPAD	EHPAD	-2 950 319 €		-1 353 163 €	654 480 €	-3 649 002 €
Total général		-17 064 344 €	0 €	-5 386 644 €	2 500 654 €	-12 950 335 €

Nota : Des correctifs d'imputations ont été réalisés, et sont matérialisés dans la colonne « transfert ».

5.2.9 État des dettes financières

Dettes Financières	Valeur début d'exercice	Variation par virements de poste à poste	Augmentations	Diminutions	Valeur fin d'exercice
Rubriques	31/12/2022	Transferts	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	13 059 118 €			-1 010 994 €	12 048 124 €
Emprunts et dettes financières divers (3)	976 816 €		-562 616 €	645 546 €	1 059 746 €
Total actif circulant	14 035 934 €	0 €	-562 616 €	-365 448 €	13 107 870 €

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit cette année.

Dettes Financières	Valeur fin d'exercice	Degré d'exigibilité du passif		
Rubriques	31/12/2023	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	12 047 755 €	1 058 926 €	4 235 703 €	6 753 126 €
Emprunts assortis de conditions particulières	1 059 746 €	105 975 €	423 898 €	529 873 €
Découverts bancaires	369 €	502 €		-133 €
Dépôts et cautionnements reçus				0 €
Intérêts courus.				0 €
Total des dettes à caractère financier	13 107 870 €	1 165 402 €	4 659 602 €	7 282 866 €
<i>Emprunts souscrit en cours d'exercice</i>	0 €			
<i>Emprunts remboursé en cours d'exercice</i>	-1 010 994 €			
<i>Emprunts constaté auprès des associés</i>				

5.2.10 Etat des autres dettes

Dettes Financières	Valeur fin d'exercice	Degré d'exigibilité du passif		
Rubriques	31/12/2023	Échéance à moins d'1 an	Échéance à plus d'1 an	Échéance à plus de 5 ans
Dettes fournisseurs	8 006 951 €	8 006 951 €		0 €
Dettes fiscales et sociales	10 744 015 €	10 744 015 €		0 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	240 117 €	240 117 €		0 €
Autres dettes	8 203 139 €	8 203 139 €		0 €
Produits constatés d'avance	22 855 944 €	22 855 944 €		0 €
Total des autres dettes	50 050 166 €	50 050 166 €	0 €	0 €

5.2.11 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 22 856 K€ au 31 décembre 2023 et concernent des produits d'exploitation. En 2023, nous avons eu plusieurs conventions couvrant plusieurs années expliquant la forte évolution des produits constatés d'avance par rapport à 2022.



6 Informations relatives au compte de résultat

6.1 Résultat d'exploitation

6.1.1 Ventilation des Charges exploitation

	31/12/2023		31/12/2022	
	Montant	%	Montant	%
Autres achats et charges externes	54 415 333	42%	52 960 898	43%
Impôts, taxes et versements assimilés	5 167 043	4%	4 868 051	4%
Salaires, traitements et charges sociales	48 963 619	37%	44 037 706	36%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 708 941	4%	4 596 610	4%
Dotations aux provisions	2 658 309	2%	2 360 398	2%
Reports en fonds dédiés	5 386 644	4%	6 035 365	5%
Autres charges	9 603 181	7%	9 105 981	7%
Total II	130 903 070	100%	123 965 008	100%

Elles se déclinent selon les principaux postes suivants :

- La masse salariale et les charges de personnel 37% du total des charges en 2023 ;
- Les services extérieurs, incluant en particulier le coût des locations immobilières et mobilières (loyers et charges locatives), de la maintenance et de l'entretien, des prestations externalisées (dont le blanchissage, la cuisine et l'hôtellerie) et des honoraires.
- Les dotations aux amortissements et provisions, directement liées à l'importance des actifs immobilisés de l'association.
- Les achats non stockés, composés principalement des dépenses liées aux fluides et à l'alimentation.

6.1.2 Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont liés essentiellement aux prestations réalisées dans le cadre de l'hébergement et de l'accompagnement social et médical des usagers et résidents des établissements France Horizon.

Ils s'élèvent à hauteur de 131 M€ en 2023 se répartissent de la façon suivante :

Produits d'exploitation au 31/12/2023	Combiné		Pôle sénior		Pôle Insertion		Pôle Petite enfance		Pôle gestion Propre	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Cotisations										
Ventes de marchandise	578	0%	568	0%	10	0%		0%		0%
Ventes de biens et services	5 044 436	4%	247 224	1%	4 364 861	5%	336 581	16%	95 771	2%
Produits de tiers financeurs		0%		0%		0%		0%		0%
Dotations et produits de tarification	55 716 219	43%	32 729 255	94%	22 976 084	26%	10 880	1%	0	0%
Concours publics et subventions d'exploitation	57 342 583	44%	78 642	0%	55 215 892	62%	1 805 450	84%	242 599	5%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		0%		0%		0%		0%		0%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 542 706	2%	1 166 325	3%	1 246 264	1%	14 516	1%	115 601	3%
Utilisations des fonds dédiés	2 800 654	2%	654 480	2%	2 083 007	2%	28 151	1%	35 015	1%
Autres produits		0%		0%		0%		0%		0%
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		0%		0%		0%		0%		0%
Transferts de charges	-224 093	0%	96 654	0%	-37 077	0%	-48 791	-2%	-234 880	-5%
Autres produits	7 761 127	6%	27 343	0%	3 463 823	4%	8	0%	4 269 953	94%
Total des produits d'exploitations	130 984 210	100%	35 000 490	100%	89 312 865	100%	2 146 795	100%	4 524 060	100%

Dans les EHPAD :

- Par le résident ou le département si le résident relève de l'aide sociale à l'hébergement (un arrêté du Conseil départemental fixe le tarif journalier afférent à l'hébergement) ;
- Par le résident et le département pour « l'aide personnalisée à l'autonomie en établissement » (APA-E) (un arrêté du Conseil départemental prévoit les tarifs journaliers opposables aux ressortissants des autres départements, le montant du tarif GIR 5-6 qui s'ajoute au tarif « hébergement » et qui est opposable à tous les résidents et un forfait global annuel pour les résidents du département. Ces tarifs sont modulés en fonction du niveau de dépendance des résidents) ;
- Par l'Agence Régionale de Santé pour la partie « soins » (un arrêté de l'ARS définit le forfait global annuel et les financements complémentaires en fonction du niveau de la dépendance et des besoins en soins des résidents),

Dans les établissements Accueil-Insertion :

- Par les Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, les Directions Départementales de la Cohésion Sociale, la DRIHL en Ile-de-France par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (un arrêté fixe la dotation globale de financement),
- Par la Direction générale des étrangers en France - Ministère de l'Intérieur, le Ministère des armées au financement de subventions

Dans les établissements pour la Petite enfance :

Par la Caisse d'Allocation Familiale et la Ville de Paris.

6.2 *Résultat financier*

Le résultat financier se compose principalement des intérêts d'emprunts et des charges et produits liés aux placements.

6.3 *Résultat exceptionnel*

Les charges exceptionnelles se décomposent en trois catégories :

- Charges sur opérations de gestion comprenant des pénalités, redressements des caisses sociales, des erreurs de caisses, de trop perçus sur rémunérations et des amendes ;
- Charges sur opérations en capital ;
- Dotations aux amortissements et aux provisions réglementées ;



De la même manière, les produits exceptionnels se divisent en trois rubriques :

- Produits sur opérations de gestion comprenant des indemnités de litiges ;
- Produits sur opérations en capital, comprenant les cessions de bien, auxquelles s'ajoutent les reprises de quotes-parts de subventions d'investissement ;
- Reprises sur provisions réglementées ;

7 Autres informations

7.1 Ventilation de l'effectif au 31/12/2023

L'effectif salarié de France Horizon au 31 décembre 2023 se décompose comme suit :

- 130 cadres pour un ETP de 115,94 dont 1 salariée détachée à 100%
- 977 non cadres pour un ETP de 937,23

Soit 1 107 salariés pour 1053,17 ETP.

7.2 Contributions volontaires en nature

L'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature valorisées.

7.3 Engagements hors bilan

7.3.1 Engagements hors bilan reçus

Des emprunts contractés ont été garantis par les collectivités à la hauteur d'un taux défini suivant le patrimoine concerné. Les emprunts du Crédit Foncier de France rachetés par la Caisse d'Epargne n'ont pas demandé une nouvelle garantie.

Organisme prêteur	Etablissement	Date de	Garanies s/ Contrat prêt
Caisse des dépôts et consignations	EHPAD MAISON FLEURIE	10/01/2015	Commune de Feyzin [15% du capital + intérêt] Département du Rhône [85 % du capital + intérêt]
Crédit Foncier de France	EHPAD LES BRULLYS	30/04/1996	Cautionnement Solidaire & Indivisible du Département de Seine & Marne [90%] & de la Commune de Vulaines s/Seine [10%]
Caisse des dépôts et consignations	EHPAD LES TISSERINS	01/09/2001	Communauté d'agglomération Evry-Courcouronnes-Bondoufle-Lisses [100%]
IRCANTEC CDC	EHPAD LES TISSERINS	13/03/2002	Tant que l'emprunteur reste débiteur de sommes au titre du présent contrat, il ne peut sans l'accord préalable écrit du prêteur : - aliéner, hypothéquer, donner à bail ses immeubles, - aliéner, nantir, donner en gérance son fonds de commerce (pour les sociétés) - contracte un emprunt à moyen ou long terme ou tout autre crédit-bail immobilier ou mobilier, le tout, à peine d'exigibilité anticipée conformément à l'article 11 ci-dessous
IRCANTEC CDC	EHPAD LA TOUR	20/12/2004	Tant que l'emprunteur reste débiteur de sommes au titre du présent contrat, il ne peut sans l'accord préalable écrit du prêteur : - aliéner, hypothéquer, donner à bail ses immeubles, - aliéner, nantir, donner en gérance son fonds de commerce (pour les sociétés) - contracte un emprunt à moyen ou long terme ou tout autre crédit-bail immobilier ou mobilier, le tout, à peine d'exigibilité anticipée conformément à l'article 11 ci-dessous
CRAM	EHPAD LA TOUR	21/01/2005	Hypothèque conventionnelle sur l'EHPAD
GIL	ASSOCIATION	01/01/1999	Garantie Communale
CAISSE D'EPARGNE IDF	CHRS VAUJOURS	01/06/2020	Caution de 578 372,65 € auprès de CIE EUR DE GARANTIES ET CAUTIONS

7.3.2 Engagements hors bilan donnés

Il n'y a pas d'engagement donné.

7.3.3 Bail

— Bail emphytéotique :

Une convention, en date du 1er janvier 1970, pour une durée de 30 ans, afférente à la location par bail emphytéotique de l'ensemble immobilier du Château des Brullys a été conclue entre l'association, le Ministère des Affaires Etrangères et la Direction des Affaires Administratives et Sociale. Un avenant à cette convention a été signé en 2000 accordant une durée supplémentaire de 30 ans, arrivant à échéance au 1er janvier 2030.



— **Bail location / promesse de vente**

Une convention, en date du 30 novembre 2011, afférente à la location avec promesse de vente de l'ensemble immobilier de l'EHPAD de Combs-la-Ville a été conclue entre l'association et la société les Foyers de Seine et Marne (FSM).

La convention susvisée a été renégociée par FSM en vue de prolonger la période de location avant option d'acquisition et de réviser le prix de cession. La durée en question est passée de 10 ans à 13 ans ; France Horizon a ainsi la faculté contractuelle d'acquérir le bien à compter du 23/12/2024 et jusqu'au 31/12/2027, pour un montant de 5 700 000 €.

7.4 *Situation fiscale*

L'association n'est pas assujettie aux impôts commerciaux mais à l'impôt spécifique aux associations (Impôts des sociétés sur revenus mobiliers et fonciers). Néanmoins, l'établissement des 7 Fontaines à Gaillac est fiscalisé et dispose de son propre numéro fiscal.

7.5 *Rémunération des dirigeants salariés*

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-580, l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

Ce total s'élève à 378 318 euros.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

7.6 *Rémunération du président et des administrateurs*

La rémunération du président et des administrateurs d'une association est possible et elle est prévue par les statuts de France-horizon

Deux cas sont possibles pour fixer le nombre de dirigeants à rémunérer.

— **Nombre illimité de dirigeants**

Juridiquement, il est possible de rémunérer un nombre illimité de dirigeants, mais à une condition. Il faut que la rémunération versée à chacun d'entre eux soit en deçà des trois quarts du SMIC.

— **Nombre limité de dirigeants**

Lorsque la rémunération des dirigeants excède les trois quarts du SMIC, il faut tenir compte de la taille de l'association pour déterminer le nombre d'entre eux susceptibles d'en bénéficier.

Il faut également considérer, sur la période des 3 derniers exercices, la moyenne des recettes propres provenant de l'association. Lorsque ces recettes varient :

- Entre 200 000 et 500 000 €, la rémunération n'est possible que pour un seul dirigeant ;
- Entre 500 000 et 1 000 000 €, la rémunération est possible pour deux dirigeants ;
- Ou qu'elles sont supérieures à 1 000 000 €, trois dirigeants de l'association peuvent être rémunérés.

La rémunération du président en 2023 est précisée dans le rapport spécial sur les conventions réglementées.



7.7 *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes au titre du contrôle légal des comptes 2023 pris en charge dans l'exercice s'élève à 79 050 € et se ventile comme suit :

	Montant (€) TTC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	79 050,00 €
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal	0,00 €
Honoraires totaux	79 050,00 €